



VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 30 AVRIL 2026

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

24 MOTION PRESENTÉE PAR LE GROUPE FIERS DE ROUEN, LE GROUPE ROUEN - LES ECOLOGISTES ET LE GROUPE DES ELU.ES COMMUNISTES SOUS LE TITRE « POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE : RECONNAITRE ENFIN LA REALITE DES DOULEURS MENSTRUELLES »

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire,

Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Jean-Michel BEREGOVY, Mme Zohra AMIMI, Mme Fatima EL KHILI, M. Manuel LABBÉ, Mme Elizabeth LABAYE, M. Stéphane MARTOT, Mme Hélène MICHOT (représentée par M. Thibaut DROUET jusqu'à son arrivée en séance à 14 h 24), M. Adrien NAIZET, Mme Sonia TLICH, M. Nicolas ZULI, Mme Pascale SEUX, Adjoints au Maire,

Mme Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Mme Annie BOULON-FAHMY, M. Mohamed BERBRA, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNÉ (représentée de 15 h 30 à 16 h par M. Cyrille MOREAU), M. Patrick LE BONNIEC, M. Matthieu de MONTCHALIN (représenté par M. Abdelkrim MARCHANI jusqu'à son arrivée en séance à 16 h 29), Mme Elise BOQUIÉ, M. Cyrille MOREAU (présent à partir de 14 h 24), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE entre 16 h 01 et 16 h 50), Mme Benjamine DUCERF (représentée par M. Ludovic DELESQUE après son départ de la séance à 16 h 37), Mme Kaltoum GACHI, M. Ludovic DELESQUE, M. Kalminthe GOMIS, M. Abdelkrim MARCHANI, Mme Juliette BIVILLE (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVY après son départ de la séance à 16 h 36), M. Thibaut DROUET (représenté par Mme Hélène MICHOT après son départ de la séance à 15 h 54), Mme Gaëlle SILVESTRE, M. Hakim SALAH, M. Frédéric CHANU, Mme Juliana VIENNE, M. Dorian JUSTIN, Mme Caroline MENDY, Mme Clémentine LE DUEY, Mme Agathe SAMSON (représentée par Mme Elizabeth LABAYE après son départ de la séance à 17 h 38), M. Imed TABACHI, Mme Marie-Hélène ROUX (représentée par M. Dimitri DENEUVE après son départ de la séance à 17 h 30), Mme Hayet ZERGUI, Mme Carine WOLF, M. Dimitri DENEUVE, M. Benoît ROUSSET, Mme Marine CARON, Mme Florence BRUDEY, M. Julien VANHEE, M. Maxime DA SILVA, M. Pierre-Antoine PRIMONT, Mme Marie BERRUBÉ, M. Grégoire HOUDAN, M. Bruno DEVAUX (présent à partir de 14 h 41 et représenté par Mme Carine WOLF après son départ de la séance à 17 h 05).

REPRESENTES : M. Kader CHEKHEMANI (représenté par M. Mohamed BERBRA), M. Valentin RASSE-LAMBRECQ (représenté par M. Hakim SALAH), Mme Elsa MOUTET (représentée par M. Maxime DA SILVA).

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 30 AVRIL 2026
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

**MOTION PRESENTEE PAR LE GROUPE FIERs DE ROUEN, LE GROUPE ROUEN - LES ECOLOGISTES
ET LE GROUPE DES ELU.ES COMMUNISTES SOUS LE TITRE « POUR L'EGALITE
PROFESSIONNELLE : RECONNAITRE ENFIN LA REALITE DES DOULEURS MENSTRUELLES »**

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, de nombreuses collectivités territoriales en France ont souhaité faire progresser concrètement l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique territoriale. Parmi ces initiatives, la reconnaissance des douleurs menstruelles invalidantes constitue une avancée attendue et nécessaire.

Car derrière ce sujet encore trop souvent tabou, il y a une réalité médicale incontestable. Près de 60 à 70% des femmes souffrent de douleurs menstruelles. En France, près de deux millions d'entre elles sont atteintes d'endométriose, une maladie chronique, soit une femme sur dix. D'autres pathologies gynécologiques, comme l'adénomyose, les dysménorrhées sévères ou le syndrome des ovaires polykystiques, peuvent provoquer des douleurs intenses, parfois incapacitantes, rendant difficile voire impossible l'exercice normal d'une activité professionnelle certains jours.

Ces situations ont des conséquences directes sur la vie professionnelle des femmes : absences contraintes et répétées, perte de rémunération, fatigue ou renoncement à déclarer une maladie par crainte d'être stigmatisées. Il s'agit là d'un enjeu majeur d'égalité professionnelle, mais aussi de dignité et de santé publique.

Face à ces constats, plusieurs collectivités ont cherché à expérimenter des dispositifs visant à reconnaître les congés menstruels sous forme d'autorisations spéciales d'absence, afin d'adapter l'organisation du travail aux réalités vécues par les agentes sans préjudice sur leurs congés.

Pourtant, une circulaire de la Direction générale des collectivités locales, en date du 21 mai 2025, demande désormais aux préfets de remettre en cause systématiquement la légalité de ces dispositifs en demandant leur retrait. Dans le même temps, le Gouvernement reconnaît la nécessité d'apporter une réponse nationale, mais sans proposer à ce stade de solution concrète.

Cette situation place les collectivités dans une impasse juridique et maintient en l'état une discrimination forte pour les femmes souffrant de ces pathologies. Discrimination d'autant plus forte que des ASA équivalentes existent ou ont été créées dans d'autres institutions ou établissements (INSERM par exemple), en France ou dans d'autres pays européens (Espagne, Portugal).

Reconnaître la réalité des douleurs menstruelles invalidantes, ce n'est ni créer un privilège, ni instaurer une faveur. C'est prendre en compte une réalité biologique et médicale, dans une logique d'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Les collectivités locales sont souvent à l'avant-garde des progrès sociaux. Empêcher ces expérimentations revient à freiner des avancées pourtant nécessaires pour adapter le service public aux réalités du XXI^e siècle. Il appartient désormais à l'État de prendre ses responsabilités.

C'est pourquoi le Conseil municipal demande :

- que le Gouvernement engage rapidement une évolution législative permettant la reconnaissance d'un congé menstruel dans la fonction publique territoriale ;
- que soit publié un cadre juridique clair permettant aux collectivités d'expérimenter des dispositifs adaptés ;
- que l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes demeure une priorité effective des politiques publiques nationales ;
- que les collectivités territoriales soient pleinement reconnues dans leur rôle d'innovation sociale au service de l'intérêt général.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

La motion est adoptée à 14 h 29

(45 voix pour : groupe Fiers de Rouen, groupe des élu.es communistes, groupe Rouen – les Ecologistes, groupe Rouen insoumise)

(3 voix contre : groupe Rouen Conquérante, l'union des droites pour la République et du Rassemblement National)

(7 abstentions : groupe Réussir Rouen – Droite, centre et indépendants)

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

